

La transition féministe et ses effets

par
Evelyne SULLEROT

Aux deux-tiers du XX^e siècle s'est ouverte une période sans précédent qu'avec quelque hardiesse, je qualifierai de *féministe*. Se sont produits alors, en quelques décennies, des transformations économiques, des progrès scientifiques et des évolutions politiques qui se sont révélés extrêmement favorables aux femmes. Cela ne suffirait pas à permettre d'appeler *féministe* cet épisode si les femmes, qui avaient saisi ces opportunités dont elles n'étaient pas les auteurs, n'avaient aussi activement recherché par elles-mêmes la maîtrise de leur destin particulier et collectif de femmes, tout spécialement dans la vie privée, mais également dans la vie professionnelle et dans la vie publique. Elles ont élaboré des doctrines de l'égalité des sexes. Mais, surtout, dans les domaines de la procréation, de la famille et même de l'éducation, elles sont devenues les décideuses.

Nombre de femmes ne sont pas loin de penser que leur relative domination dans la sphère privée se trouve établie une fois pour toutes et se complètera peu à peu d'autres conquêtes. Cependant, leur démarche victorieuse n'a pas laissé de susciter des inquiétudes. Les sociétés, jusque là dominées par les hommes, peuvent chercher des ripostes pour parvenir à un rééquilibrage des rôles des sexes dans ces domaines. En ce cas, la période du XX^e siècle que j'ai baptisée *féministe* ne serait, n'aurait été qu'un chapitre d'une longue histoire passée et à venir. C'est pourquoi, avec quelque prudence, je parle de *transition féministe*. En référence à la transition démographique, on peut imaginer que des phases successives jalonnent le long chemin vers un équilibre des rôles des hommes et des femmes dans toutes les activités sociales et familiales. Après le réel (ou mythique) matriarcat d'un très lointain passé, l'humanité a connu le patriarcat. Dans quelques pays occidentaux, après un très long règne du *pater familias*, on voit s'affirmer, surtout dans la vie privée, à partir de 1965, la *femme autonome*.

Peut-être n'est-ce qu'une phase, qui sera suivie d'autres développements. Peut-être verra-t-on l'élan féministe accumuler d'autres victoires, dans la sphère publique. Peut-être des mouvements antagonistes masculins se mettront-ils en branle afin de reprendre les choses en mains.

En tout état de cause, la période féministe du dernier tiers du XX^e siècle nous a déjà laissé en héritage des conséquences très considérables. Je vais les inventorier dans les démocraties avancées, où elles n'ont pas fini d'agir. Mais elles commencent à se manifester également dans les pays en voie de développement avec une étonnante rapidité, une sorte d'accélération même.

Rappelons-nous : dans les années 60-70, on parlait encore en France de la "condition féminine". Le Président Giscard d'Estaing nommait en 1974 la première Secrétaire d'Etat non aux Droits des Femmes, mais à "la Condition féminine". On désignait ainsi la manière dont les femmes s'inscrivaient dans les représentations et les réalités de sociétés conduites par les hommes, et la place que leur réservaient les lois, les mœurs, les cultures et les religions. La condition féminine était un aspect d'une civilisation. Les femmes "en condition" jouaient en contrepoint des partitions inventées et dirigées par les hommes.

On connaissait peu et on étudiait encore moins la population qu'elles formaient. Je puis témoigner qu'en 1970 il me fut très difficile, pour accéder à la demande que m'en avait faite le Directeur général des Affaires sociales des Communautés économiques européennes, de dresser un tableau complet et exact de la présence, de la répartition et des performances

connaître les effectifs de filles scolarisées. Parvenir à savoir ce qu'elles étudiaient était encore plus difficile. Sans compter les surprises : ainsi les Pays-Bas et le Royaume Uni comptaient encore en 1990 des établissements secondaires pour filles dispensant un enseignement ménager où les mathématiques et les sciences physiques n'étaient pas enseignées. Quand les jeunes filles en sortaient, elles ne pouvaient passer dans l'enseignement supérieur ni poursuivre une formation professionnelle, sauf à devenir elles-mêmes professeurs d'enseignement ménager. C'est Mrs Thatcher qui imposa un programme minimum pour l'enseignement secondaire pour les filles comme pour les garçons. L'Irlande imita. Le système d'enseignement ménager hollandais, qui avait drainé jusqu'à 30% des filles de chaque génération, ne fut définitivement supprimé qu'en 1991. Les directives sur l'égalité des chances pour les femmes émanant de Bruxelles ne furent ainsi obéies dans l'Europe du nord-ouest qu'à l'extrême fin du XX^e siècle, et encore!

Partout, cependant, en dépit de retards millénaires et d'allures inégales, on peut affirmer que durant le dernier tiers du XX^e siècle la démocratisation de l'éducation a entraîné dans son flux une proportion bien plus importante de filles que jamais par le passé. Partout, en Asie, en Afrique, en Europe ou en Amérique, on constata que les filles réussissaient mieux dans le primaire que les garçons. Et partout où elles ont été dirigées vers le secondaire, les filles ont rattrapé les garçons et comblé le fossé séculaire qui les en séparait.

On ne saurait sous-estimer les effets démographiques et économiques directs et indirects de cette scolarisation des filles. Partout, les jeunes femmes scolarisées se sont mariées plus tard que ne l'avaient fait leurs mères et ont eu moins d'enfants, - enfants qu'elles ont mieux soignés et protégés de la mortalité infantile. Pour illustrer l'impact décisif qu'ont eu les progrès scolaires des filles à la fin du XX^e siècle, je prendrai le cas de l'Algérie, pays musulman que nul ne songerait à définir comme particulièrement féministe. Les filles y ont été scolarisées surtout à partir de 1970. Vingt ans plus tard, la proportion des mariages unissant deux illettrés est tombée de 52% à 32%, tandis que la proportion des mariages unissant deux conjoints ayant fait des études secondaires passait de 11,8% à 21,3%. Le nombre moyen d'enfants par femme apparaît dès lors en Algérie *fonction du niveau d'instruction de la mère*, à savoir, en 1987 : 5,7 enfants pour les illettrées ; 5,3 pour les alphabétisées ; 3,6 pour les femmes ayant complété le niveau primaire; 2, 10 pour celles de niveau secondaire ; 2, 10 pour celles de niveau supérieur. Ce sont des chiffres de phase transitoire. La chute des naissances nettement imputable à l'élévation du niveau d'éducation des femmes va encore se poursuivre dans le tiers monde le long d'une bande qui va de la Chine au Maroc. Elle sera d'autant plus importante que les femmes mieux éduquées entreront dans la vie active. Le taux d'activité professionnelle féminine dépend de l'ouverture économique des pays concernés et, dans une plus faible mesure, de leur attitude plus ou moins favorable au travail hors de leur foyer des femmes mariées et des mères de famille. Cependant, même dans des pays réticents comme l'Egypte, on constate une tendance très forte des femmes les plus instruites à avoir une activité professionnelle rémunérée hors du foyer. L'éducation des filles conduit à l'emploi des femmes, et les femmes qui travaillent réduisent les naissances.

Dans les démocraties occidentales, au cours des trente dernières années du même siècle, trois évolutions concomitantes : la généralisation de l'éducation au moins secondaire des filles, l'essor du secteur tertiaire dopé par les nouvelles technologies, et la mise à disposition des femmes de contraceptifs efficaces à leur usage ont permis l'émergence de *la femme autonome* qui va modifier fondamentalement le tissu familial et les perspectives démographiques de ces sociétés, et sans doute aussi leur culture, dans toutes les dimensions de ce terme.

Prenons le cas de la France. C'est en 1967 que, pour la première fois, on a compté autant de bachelières que de bacheliers. C'est en 1967 qu'est votée la loi Neuwirth légalisant

Les femmes sont massivement entrées dans les nouveaux emplois salariés offerts par le secteur tertiaire aux niveaux moyens et moyens élevés pour lesquels elles avaient l'éducation requise. Alors même que les effectifs masculins s'effondraient dans l'agriculture, la pêche, les mines, la sidérurgie, les chantiers navals etc., les femmes par millions envahissaient les bureaux et les services. Là, elles sont salariées, tandis que diminue à grande vitesse le nombre naguère si élevé des "aides-familiales", ces femmes d'agriculteurs, d'artisans, de commerçants qui travaillaient sans rémunération et sans statut, si ce n'est celui de femme mariée.

Le statut naguère si envié de femme mariée n'est plus guère recherché par les jeunes femmes d'après 1970 qui poursuivent leurs études ou vont de petits jobs en contrats à durée indéterminée. Le nombre annuel des mariages en France tombe de 417 000 en 1971 à 253 000 en 1993, non pas tant du fait de l'égoïsme des jeunes gens post-68 que du fait des réticences des jeunes filles devant l'engagement, - alors qu'elles expérimentent une forme d'autonomie que leurs mères n'ont jamais connue. Les enquêtes du moment l'ont prouvé, ce sont davantage les jeunes femmes que les jeunes gens qui préfèrent la cohabitation au mariage, pour voir, pour s'éprouver, pour ne pas "institutionnaliser" l'amour. Avec le recours à une contraception efficace, elles ne craignent plus les grossesses intempestives. Elles ont conquis leur autonomie par la maîtrise de leur fécondité autant que par leur statut professionnel. En dernier ressort, ce sont elles qui décident de l'avenir du couple par la venue d'un enfant, après mariage ou hors mariage. La proportion d'enfants nés hors mariage passe de 8% en 1965 à 41% en 1995. L'immense majorité de ces enfants ont été voulus par leurs mères ou très volontiers acceptés hors des liens du mariage. La société s'organise en conséquence et le concubinage, d'abord en droit social, puis en droit civil produit peu à peu les mêmes effets que le mariage. La proportion des femmes qui resteront célibataires toute leur vie passe allégrement de moins de 10% à plus de 30% par génération. Quant aux femmes qui finissent par se marier, - la majorité quand même, - elles illustrent assez bien les 7 observations de Durkheim qui affirmait déjà à la fin du XIX^e siècle que le mariage réussissait mieux aux hommes qu'aux femmes. Sans doute, attendant plus du mariage que leurs conjoints, ont-elles été plus facilement déçues. Toujours est-il que, devenues à peu près autonomes, ce sont elles, dans la très forte proportion de 74%, qui initient les procédures d'un divorce qui sanctionnera la faillite de leur union. Alors qu'en 1965 seulement un couple marié sur dix se séparait, à la fin du siècle c'est le cas d'un couple sur trois et même un sur deux dans les très grandes villes. S'y ajoutent les très nombreuses séparations de concubins qui ne figurent pas dans les statistiques judiciaires.

Lorsqu'il y a un ou des enfants, la mère, initiatrice du divorce, demande à en avoir la garde et se la voit accordée neuf fois sur dix par des juges qui, même s'ils ne sont pas féministes, représentent bien la sensibilité de la période. La mère non mariée ou divorcée n'est plus méprisée mais plainte comme une victime ; on l'admire d'élever seule ses enfants. Comme de très nombreuses enquêtes révèlent la chute du niveau de vie des femmes divorcées ou séparées avec enfants, des mesures sociales cherchent à les aider, sans grand succès, et avec quelques effets pervers. On ne se préoccupe pas du tout du père, généralement tenu pour suspect même quand il a subi la séparation malgré lui et on se préoccupe fort peu des enfants. Evoquer le retentissement du divorce des parents sur les enfants est devenu tabou pendant les années 75-95 : on se contenta de dire qu'ils ne sont plus "stigmatisés", le mot à la mode, par la société, le fait d'avoir des parents séparés étant devenu banal.

Ce que j'ai décrit là pour la France s'était produit dans les pays scandinaves quelques cinq ou six années plus tôt, se produira pour l'Europe méridionale quelques dix ans plus tard, a touché peu à peu à des rythmes différents les différentes communautés des Etats-Unis et du Canada. Il apparaît que les démocraties occidentales, fermement converties à l'égalité des sexes dans les lois et les mœurs, ne sont pas parvenues à gérer les situations réelles nées de la prise d'autonomie des femmes, - pas plus que n'y étaient parvenues les pays du bloc communiste. Il en résulte pour les femmes des tensions entre leur recherche d'une insertion

taux d'activité professionnelle sont encore relativement bas (Europe méridionale, Balkans, Amérique du Sud etc.) même si elle se heurte à un fort chômage. Dans les sociétés plus avancées dans la transition féministe, les taux d'activité professionnelle aux âges des maternités (soit entre 20 et 45 ans) se maintiendront à des niveaux élevés (70- 80%), - ce qui pose l'exigence d'aménagements importants (congrés rémunérés de maternité et d'éducation, offres d'équipements et de personnel d'accueil pour les jeunes enfants, partage par les hommes de l'éducation des enfants). Quelles que soient les crises et les évolutions à venir qui modifieront les données économiques et sociales, la demande de travail hors du foyer de la part des femmes ne semble pas devoir faiblir. Si l'emploi de ce vocable n'était imprudent, j'oserais qualifier ce mouvement d'irréversible. Mais nous ne sommes pas ici pour faire de la prospective. Contentons-nous de marquer l'héritage des trente dernières années du XX^e.

- Les naissances : C'est en retardant et raréfiant leurs maternités que les femmes ont tenté d'échapper aux difficultés à concilier leur vie professionnelle et leur vie privée. Il est remarquable que les taux de fécondité aient chuté le plus brutalement et le plus profondément dans les sociétés qui étaient restées traditionalistes pour les femmes jusqu'aux années 70 : l'Allemagne des trois K (*Kinder, Kirche, Küche*) ; le Japon machiste ; le Québec, l'Italie, l'Espagne, le Portugal catholiques ; la Grèce orthodoxe etc. Ces pays affichent en 2000 des indices de fécondité de l'ordre de 1,2 à 1,4 - les plus bas du monde. L'onde féministe y a comme gelé les maternités. Dans les pays plus ouverts aux femmes, où les taux d'activité professionnelle féminine étaient plus élevés, comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, les taux de natalité n'ont pas plongé aussi dramatiquement. En Scandinavie, des efforts louables pour concilier féminisme et politique familiale ont même obtenu un temps un redressement de la natalité et la volonté publique pour le XXI^e siècle y reste fidèle à la recherche d'un équilibre démographique dans l'égalité des chances pour les femmes. L'orage menace en revanche en Amérique latine où les femmes deviennent peu à peu conscientes de leurs droits mais n'ont pas les moyens d'accéder à la contraception et sont encore économiquement dépendantes, - alors que jusqu'à 75% des accouchées déclarent que leur grossesse n'était pas désirée. En Afrique, même les programmes génésiques de soins aux mères et à leurs enfants sont en panne, et le SIDA fauche les unes et les autres.

La famille et l'éducation: Ce n'est pas parce que la décomposition familiale s'est produite et rapidement accentuée pendant la période féministe qu'il faut en attribuer la responsabilité aux seules femmes. L'autonomie qu'elles ont alors conquise, les hommes en jouissaient sans vergogne depuis des lustres et la famille n'était pas toujours leur priorité, même s'ils divorçaient moins. Avant l'épisode féministe de la fin XX^e siècle, les hommes des démocraties avancées avaient largement abandonné aux femmes l'éducation des enfants, tant dans leurs foyers que dans les établissements d'enseignement. Ainsi, dans toute l'Europe Est et Ouest, en Amérique, au Japon et même en Chine les générations du baby boom ont été élevées presque exclusivement par des femmes, mères, grand-mères, institutrices, professeurs, psychologues, formatrices. L'émancipation féminine, s'inscrivant dans ce contexte, a accentué l'affaiblissement de l'influence masculine dans l'éducation. La paternité, - je veux dire la fonction paternelle et l'autorité paternelle, - a connu une crise sans précédent avec la complicité inconsidérée des juges et l'approbation appuyée des psychologues et assistantes sociales en tous genres. L'accroissement continu des séparations de couples s'est doublé d'un accroissement encore plus considérable du nombre des enfants séparés de leur père, souvent dès leur plus jeune âge, souvent de manière très sévère, ne le voyant que très rarement ou plus du tout.

La dimension générationnelle de la famille et sa qualité bi-parentale ont été peu considérées. On a vu se multiplier les soi-disant "familles recomposées" qui sont en fait de nouveaux ménages créés après décomposition d'une famille antérieure. Il s'agit le plus souvent d'une mère qui vit avec ses enfants et un nouveau conjoint qui n'est pas leur père - alors que leur père vit ailleurs avec parfois une autre femme et d'autres enfants qui ne sont pas

rôles. Toutefois, dans notre héritage, il faut compter tous ces adolescents sans père présent, comme le constatent les juges pour enfants devant lesquels ils sont déférés parce qu'ils ont transgressé les lois. En tout cas, si les hommes désirent mieux maîtriser la reproduction des sociétés par les naissances et la transmission des valeurs et de la culture, il faut, au XXI^e siècle, qu'ils partagent avec les femmes les tâches éducatives, tant dans leurs foyers que dans les établissements publics d'enseignement.